



AVIS DE CONCESSION 26CSP01

Directive 2014/23/UE

Le présent avis de concession comporte 6 pages
Numérotées de 1 à 6, celle-ci comprise.

Section I: Pouvoir adjudicateur/entité adjudicatrice

I.1) Nom et adresses

Nom officiel: Commune de Lamentin		Numéro national d'identification: 219 711 157 00012	
Adresse postale: Hôtel de Ville - Rue de la République, 97129 Lamentin			
Ville: Lamentin	Code NUTS: FR910	Code postal: 97129	Pays: France
Point(s) de contact: Service des marchés publics		Téléphone: 0590253625	
Courriel: dmp@ville-lamentin.fr		Fax: 0590256377	
Adresse(s) internet Adresse principale: https://www.ville-lamentin.fr Adresse du profil d'acheteur: www.equadeloupe.com			

I.2) Communication

☒ Les documents du marché sont disponibles gratuitement en accès direct non restreint et complet, à l'adresse: www.equadeloupe.com
☐ L'accès aux documents du marché est restreint. De plus amples informations peuvent être obtenues à l'adresse suivante: (URL)
Adresse à laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenues ☒ le ou les point(s) de contact susmentionné(s) ☐ autre adresse: (indiquer l'autre adresse)
Les candidatures ou, le cas échéant, les offres doivent être envoyées ☒ par voie électronique via: www.equadeloupe.com ☐ au(x) point(s) de contact susmentionné(s) ☐ à l'adresse suivante:
☐ La communication électronique requiert l'utilisation d'outils et de dispositifs qui ne sont pas généralement disponibles. Un accès direct non restreint et complet à ces outils et dispositifs est possible gratuitement à l'adresse: (URL)

I.3) Type de pouvoir adjudicateur (dans le cas d'un avis publié par un pouvoir adjudicateur)

☐ Ministère ou toute autre autorité nationale ou fédérale, y compris leurs subdivisions régionales ou locales	☐ Agence/office national(e) ou fédéral(e)
☐ Agence/office régional(e) ou local(e)	☐ Institution/agence européenne ou organisation internationale
☐ Organisme de droit public	☒ Autorité régionale ou locale
	☐ Autre type:

I.4) Activité principale (dans le cas d'un avis publié par un pouvoir adjudicateur)

☐ Services généraux des administrations publiques	☐ Logement et équipements collectifs
☐ Défense	☐ Protection sociale
☐ Ordre et sécurité publics	☐ Loisirs, culture et religion
☐ Environnement	☐ Éducation
☒ Affaires économiques et financières	☐ Autre activité:
☐ Santé	

Section II: Objet

II.1) Étendue du marché

II.1.1) Intitulé: Contrat de concession de service public pour la gestion et l'exploitation du marché couvert Ali Tur et du marché de plein air	Numéro de référence : 26CSP01
II.1.2) Code CPV principal: 79956000 - Services d'organisation de foires et d'expositions Descripteur supplémentaire: 55000000 - Services d'hôtellerie, restauration et de commerce au détail 55900000 - Services de vente au détail	
II.1.3) Type de marché ☐ Travaux ☒ Services	
II.1.4) Description succincte: Le présent cahier des charges a pour objet la gestion et l'exploitation du marché couvert ALI TUR et du marché de plein air, sous la forme de l'affermage.	
II.1.5) Valeur totale estimée Valeur hors TVA: 240 000 Monnaie: euros (€)	
II.1.6) Information sur les lots Ce marché est divisé en lots ☐ oui ☒ non Il est possible de soumettre des offres pour ☐ tous les lots ☐ nombre maximal de lots: { } ☐ un seul lot ☐ Nombre maximal de lots pouvant être attribués à un soumissionnaire: { } ☐ Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'attribuer des marchés combinant les lots ou groupes de lots suivants:	

II.2) Description

II.2.1) Intitulé: Contrat de concession de service public pour la gestion et l'exploitation du marché couvert Ali Tur et du marché de plein air	Lot n°: 1
II.2.2) Code(s) CPV additionnel(s) Code CPV principal: 79956000 - Services d'organisation de foires et d'expositions Descripteur supplémentaire: 55000000 - Services d'hôtellerie, restauration et de commerce au détail 55900000 - Services de vente au détail	
II.2.3) Lieu d'exécution Code NUTS: FR910 Lieu principal d'exécution: Lamentin (GUADELOUPE)	
II.2.4) Description des prestations: - La gestion et l'exploitation du marché couvert ALI TUR et du marché de plein air itinérant ; par l'attribution des titres d'occupation des espaces délégués et des droits de place - L'encaissement des redevances (perception des droits de place/ titre d'occupation), avec la désignation d'un placier / régisseur - L'entretien, le nettoyage et la gestion des biens mis à disposition par l'autorité concédante, ainsi que la maintenance des équipements, le renouvellement des équipements dans les conditions définies dans le contrat ; notamment la gestion des déchets et la mise en place de mesures d'assainissement - Le recrutement et la gestion du personnel, l'affectation des personnels nécessaires à l'exploitation du service ; - La gestion commerciale et administrative du service ; - La gestion des placements et la tarification par une publicité préalable à la délivrance du titre, de nature à permettre la manifestation d'un intérêt pertinent et à informer les candidats potentiels sur les conditions générales d'attribution.	

- La gestion de la communication touristique, institutionnelle et commerciale relative au service ;
- L'assistance et le conseil permanents à l'autorité concédante permettant d'apporter toutes les améliorations à la qualité du service rendu aux usagers.
- La protection du caractère historique du site ALI TUR
- Le nettoyage, le balayage, l'arrosage des extérieurs, la gestion des déchets
- La sécurité des personnes et des biens
- L'animation du marché couvert ALI TUR et du marché de plein air itinérant afin d'assurer une attractivité commerciale
- Le développement d'activités annexes compatibles avec l'objet de la concession
- Le projet de règlement du marché couvert ALI TUR et du marché de plein air itinérant après consultation des organisations professionnelles
- Les relations avec les usagers et la commercialisation des espaces
- Le Concessionnaire gère les relations avec les usagers dans le respect du principe d'égalité du service public (étaliers, producteurs, occupants extérieurs, restaurateur, clients-visiteurs et occupants).
- Le marché ALI TUR et le marché de plein air sont destinés à la vente au détail de produits alimentaires, de fleurs et de plantes, produits locaux qui sont principalement réservés aux produits et activités de bouche.
- Le Concessionnaire attribue les titres d'occupation des espaces délégués : pour les étals, et les occupants extérieurs

II.2.5) Critères d'attribution

La concession est attribuée sur la base des

- ☒ des critères énoncés dans les documents du marché
☐ critères décrits ci-dessous (les critères d'attribution devront être donnés par ordre décroissant d'importance)

Critères:

II.2.6) Valeur estimée

Valeur hors TVA: Monnaie: euros (€)

II.2.7) Durée de la concession

Durée en mois: 60

II.2.13) Information sur les fonds de l'Union européenne

Le contrat s'inscrit dans un projet/programme financé par des fonds de l'Union européenne ☐ oui ☒ non

Identification du projet: *néant*

II.2.14) Informations complémentaires: *sans objet*

Section III: Renseignements d'ordre juridique, économique, financier et technique

III.1) Conditions de participation

III.1.1) Habilitation à exercer l'activité professionnelle, y compris exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession

Liste et description succincte des conditions, indication des informations et documents requis :

- Une lettre de candidature indiquant l'identité du candidat. Lorsque le candidat est un groupement, la lettre indique l'identité du mandataire et de chacun des membres du groupement. La lettre de candidature précise l'identité de la personne de référence visée à l'article 1.6 du présent Règlement de la consultation, ainsi que l'adresse électronique qui sera utilisée pour adresser pour la communication des informations au cours de la présente consultation ;
- Une note de présentation du candidat, précisant la forme juridique, la date de création, le capital social, l'identité des actionnaires ou associés principaux. Lorsque le candidat est un groupement, ces informations sont données par chacun des membres du groupement. La note de présentation précise en outre la forme du groupement (groupement solidaire ou groupement conjoint avec mandataire solidaire) ;
- Le candidat peut utiliser les formulaires DC1 et DC2, dernière version, dans leur dernière version disponible, qui peuvent être téléchargés sur le site internet du ministère de l'économie, des finances et de la relance.
- Le pouvoir de la personne habilitée à engager le candidat ;

- En cas de groupement, l'habilitation du mandataire par ses co-traitants ;
- Un justificatif, datant de moins de trois mois, de l'inscription du candidat au registre du commerce et des sociétés (extrait Kbis) ou équivalent.
- Une attestation sur l'honneur, datée et signée, certifiant le respect par le candidat de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L. 5212-1 et suivants du code du travail.
- Une déclaration sur l'honneur, datée et signée, attestant :
- Que le candidat ne fait l'objet d'aucune exclusion de la participation à la procédure de passation des contrats de concession prévue aux articles L. 3123-1 à L. 3123-11 du code de la commande publique ;
- Que les renseignements et documents relatifs à ses capacités et à ses aptitudes, exigés par le présent Règlement de la consultation en application des articles L. 3123-18 et R. 3123-16 du code de la commande publique.
- Si le candidat est en procédure de sauvegarde, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet ou leurs équivalents pour les candidats non établis en France, ainsi qu'une note démontrant qu'il est en mesure d'exécuter le contrat de concession compte tenu des règles applicables en matière de poursuite des activités dans le cadre de ces situations

III.1.2) Capacité économique et financière

☒ Critères de sélection tels que mentionnés dans les documents de la consultation

Liste et description succincte des critères de sélection, indication des informations et documents requis:

- Les bilans et comptes de résultat et annexes des trois derniers exercices disponibles, ou tout document équivalent ;
- Une déclaration sur l'honneur concernant le chiffre d'affaires global et, le cas échéant, le chiffre d'affaires concernant des prestations similaires à celles concernées par le contrat de concession objet de la présente consultation, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;
- Les certificats délivrés par les organismes et autorités compétentes indiquant que le candidat a bien satisfait à l'ensemble de ses obligations fiscales et sociales, conformément aux articles L. 3123-2 et R. 3123-17 du code de la commande publique. Les candidats non établis en France produisent un certificat établi par les administrations ou autorités du pays d'origine ou une déclaration sur l'honneur datée et signée lorsqu'il n'est pas délivré de certificat ou déclaration.

Niveau(x) spécifique(s) minimal/minimaux exigé(s): sans objet

III.1.3) Capacité technique et professionnelle

☒ Critères de sélection tels que mentionnés dans les documents de la consultation

Liste et description succincte des critères de sélection, indication des informations et documents requis:

- Les attestations d'assurances appropriées couvrant la responsabilité civile et professionnelle pour l'activité objet de la présente concession ;
- La déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune de ces trois dernières années ;
- Une liste de références pour des prestations similaires, exécutées au cours des trois dernières années, précisant le montant et la date, les caractéristiques principales, le type de mission et le destinataire public.

Niveau(x) spécifique(s) minimal/minimaux exigé(s): sans objet

III.1.5) Informations sur les concessions réservées

☐ La concession est réservée à des ateliers protégés et à des opérateurs économiques dont l'objet est l'intégration sociale et professionnelle de personnes handicapées ou défavorisées

☐ L'exécution de la concession est réservée dans le cadre de programmes d'emplois protégés

III.2) Conditions liées à la concession

III.2.1) Information relative à la profession (seulement pour les concessions de services)

☐ La prestation est réservée à une profession déterminée

Références des dispositions législatives, réglementaires ou administratives applicables:

III.2.2) Conditions d'exécution de la concession:

III.2.3) Informations sur le personnel responsable de l'exécution de la concession

☐ Obligation d'indiquer les noms et qualifications professionnelles des membres du personnel affectés à l'exécution de la concession

Section IV: Procédure

IV.1) Description

IV.1.8) Information concernant l'accord sur les marchés publics (AMP)

Le marché est couvert par l'accord sur les marchés publics ☒ oui ☐ non

IV.2) Renseignements d'ordre administratif

IV.2.2) Date limite de remise des candidatures ou de réception des offres

Date: 13/04/2026 Heure locale: 17H30

IV.2.4) Langue(s) pouvant être utilisée(s) dans l'offre ou la demande de participation: Français

Section VI: Renseignements complémentaires

VI.1) Renouvellement

Il s'agit d'un marché renouvelable ☐ oui ☒ non

Calendrier prévisionnel de publication des prochains avis: 02/2031

VI.2) Informations sur les échanges électroniques

☐ La commande en ligne sera utilisée

☒ La facturation en ligne sera acceptée

☐ Le paiement en ligne sera utilisé

VI.3) Informations complémentaires:

sans objet

VI.4) Procédures de recours

VI.4.1) Instance chargée des procédures de recours

Nom officiel: Tribunal administratif de la Guadeloupe

Adresse postale: 34 Chemin des Bougainvilliers

Ville: Basse-Terre

Code postal: 97100

Pays: France

Courriel: greffe.ta-basse-terre@juradm.fr

Téléphone: 0590384900

Adresse internet: <https://guadeloupe.tribunal-administratif.fr/>

Fax: 0590819670

VI.4.2) Organe chargé des procédures de médiation

Nom officiel: Tribunal administratif de la Guadeloupe

Adresse postale: 34 Chemin des Bougainvilliers

Ville: Basse-Terre

Code postal: 97100

Pays: France

Courriel: greffe.ta-basse-terre@juradm.fr

Téléphone: 0590384900

Adresse internet: <https://guadeloupe.tribunal-administratif.fr/>

Fax: 0590819670

VI.4.3) Introduction de recours

Précisions concernant les délais d'introduction de recours: 2 mois

VI.4.4) Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus sur l'introduction de recours		
Nom officiel: Tribunal administratif de la Guadeloupe		
Adresse postale: 34 Chemin des Bougainvilliers		
Ville: Basse-Terre	Code postal: 97100	Pays: France
Courriel: greffe.ta-basse-terre@juradm.fr		Téléphone: 0590384900
Adresse internet: https://guadeloupe.tribunal-administratif.fr/		Fax: 0590819670

VI.5) Date d'envoi du présent avis: 4 MARS 2026

Le Maire,

Jocelyn SAPOTILLE

